

Bataille panaméricaine pour des services publics de qualité

Richard Langlois
Relations internationales CSQ

« Cette rencontre m'a permis de prendre connaissance de l'état des services publics dans les Amériques, plus particulièrement en ce qui regarde les réseaux de santé et les conditions de travail et d'exercice de la profession d'infirmière dans d'autres pays », a déclaré Nicole Boudreau, présidente de l'Union



Réjean Parent et Nicole Boudreau en compagnie de Cam Duncan, secrétaire régional de la région interaméricaine de l'ISP.

québécoise des infirmières et infirmiers (UQII) au sortir de la IX^e Conférence régionale interaméricaine de l'Internationale des services publics (ISP).

Cet événement, qui se déroulait du 18 au 20 novembre dernier au Brésil, avait pour thème *S'unir, se mobiliser, s'organiser pour des services publics de qualité*. S'y sont réunis des représentants des 98 organisations affiliées de 35 pays qui forment la région interaméricaine, une des quatre composantes régionales de l'ISP. C'était la première fois que la CSQ participait formellement à une instance de l'ISP, une organisation internationale à laquelle elle est nouvellement affiliée¹.

La Conférence avait pour principal objectif d'adopter un programme d'action pour le triennat 2005-2007. Pour l'ISP, le défi principal consistera à développer des moyens efficaces de lutte aux nouvelles formes de privatisation tout en unifiant les travailleuses et les travailleurs des services publics, qu'ils soient syndiqués ou non. On sait, en effet, que le taux de syndicalisation varie fortement à l'échelle des Amériques où les contrastes et les déséquilibres demeurent criants.

On a aussi fait le point sur la vaste campagne mondiale en faveur de services publics de qualité que l'ISP a lancée lors de son Congrès mondial en 2002. À cet égard, les expériences nationales d'initiative syndicale, à la fois pour contrer les politiques néolibérales des gouvernements et pour promouvoir des services publics de qualité, ont été nombreuses et ont souvent donné des résultats positifs. Aussi, en vue de mieux diffuser à l'ensemble de ses affiliés les expériences locales et nationales ayant cours dans le monde, l'ISP créera prochainement une banque de ressources en ligne sur les services publics.

De meilleurs services publics pour atteindre les objectifs du millénaire

En plus de soutenir les initiatives locales et nationales de ses membres, l'ISP verra, au cours des prochains mois, à lier sa campagne sur les services publics au plan de mobilisation mis en œuvre depuis quelques années par la société civile mondiale favorable aux objectifs du millénaire.

En 2000, les chefs d'État se sont entendus aux Nations Unies pour définir huit objectifs du millénaire à atteindre d'ici 2015 : la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, l'accès à l'éducation primaire pour tous, la promotion de l'égalité des sexes, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de

la santé maternelle, la lutte au VIH/sida, au paludisme et à d'autres pandémies, l'édification d'un environnement durable et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

Des coalitions nationales de la société civile, incluant des organisations syndicales, sont depuis lors, actives un peu partout dans le monde pour faire pression sur les gouvernements. C'est dans ce cadre que l'ISP participera à plusieurs actions et manifestations en faveur des services publics au cours des prochains mois.

Un accord général sur les services publics

Un autre projet visant à rendre plus efficace la Campagne sur les services publics consistera à développer un Accord général sur les services publics (AGSP). Cet accord constituera une sorte de déclaration d'engagement dont les syndicats affiliés se serviront pour sensibiliser à la fois leurs membres et les populations à l'importance de soutenir et de développer de tels services. Pour plusieurs affiliés de l'ISP, cet accord apparaît déjà comme un outil de campagne fort prometteur. Il pourra être utilisé à la fois sur le plan national – à l'occasion de campagnes électorales notamment – et sur le plan international, comme solution de rechange à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Initiative très intéressante !

En somme, la CSQ vient d'entrer dans un nouveau réseau syndical international qui a réellement à cœur la défense des services publics et qui possède, de plus, le dynamisme et l'expertise pour mener efficacement ce dur combat.

¹ Rappelons que c'est à la suite d'une décision de son dernier congrès que la Centrale a joint les rangs de l'Internationale des services publics, une fédération syndicale mondiale qui regroupe plus de 20 millions de travailleuses et de travailleurs des services publics provenant de plus de 140 pays.